



## INSECURITE (I) LA GAUCHE PEUT-ELLE EN PARLER ?

*Et si oui, pour poser quelles questions ?*

Un constat est la base du thème de la Semaine Sociale Wallonie-Bruxelles 2008<sup>1</sup> : la montée lancinante des plaintes autour de l'insécurité, et donc de son corollaire, la demande de sécurité. Il y a des années que cela dure, alimenté par des faits qui ne sont « divers » que pour ceux qui ne les subissent pas eux-mêmes, et dont certains prennent des dimensions spectaculaires (on tue pour l'acquisition d'un MP3). C'est un sujet que s'accapare volontiers l'extrême-droite, et avec lequel la droite gagne des élections. Ces derniers mois, la « sensibilisation » a gagné en amplitude, au moins auprès des dizaines de milliers d'utilisateurs de transports publics, très régulièrement confrontés à des grèves, rarement annoncées, mais qui envoient un message très clair : « une nouvelle agression vient d'avoir lieu ».



### INTUITION

L'intuition : la souffrance qui s'exprime est une souffrance sociale. Ce sont « les petits » qui ont le plus à en souffrir. Attaquer un conducteur du TEC n'a pas grand chose à voir avec Robin des Bois, l'attaque d'un riche, pour redistribuer à des pauvres ! Que l'on sache, racketter un gamin à la sortie de l'école n'a qu'un rapport lointain avec nos projets de démocratisation de l'enseignement, même si ladite école est en discrimination positive. La manière qu'ont certains d'occuper l'espace public est tueuse de démocratie, qui revient à empêcher d'autres d'y circuler librement : comment exercer le droit au débat citoyen dès lors qu'il est des espaces où des couvre-feux sont implicitement déclarés dès que décroît la lumière naturelle ?

Mais comment parler de cela, et en usant d'un tel mot, si chargé ? Répertoire des mises en garde, c'est déjà traiter le sujet, par la voie de sa complexité, les tensions qui se nouent à son égard.

### ***« Vous allez faire le jeu de l'extrême-droite »***

La légitimité de cette crainte a une grande évidence ! Mais notre devoir d'acteurs de l'éducation permanente n'est-il pas de nous mettre à l'écoute des souffrances exprimées en milieux populaires, et de travailler aux réponses collectives à leur donner ? N'est-ce pas parce que nous fuyons le sujet que des gens se mettent en recherche d'oreilles attentives ailleurs ? N'est-ce pas tout simplement parce que nous laissons ce terrain à la droite et à l'extrême-droite que celles-ci l'occupent si généreusement ? Pourquoi donc se gêneraient-elles ?

**« Le monde est plein de dangers. Pourquoi se focaliser sur les incivilités et la délinquance, qui ne constituent pas les risques principaux ? »**

Tout à fait exact : on court plus de risque de se faire tuer ou gravement estropier en montant dans une voiture qu'en circulant à pied dans les plus « chauds » des quartiers ; nombreuses sont les violences dans l'espace domestique : en particulier, pour nombre de femmes le risque de prendre des coups est plus important entre les quatre murs de leur maison qu'en se promenant dans le métro à 23 heures. En même temps, il y a aussi des familles heureuses, et des balades solitaires dans le métro pas absolument paisibles. C'est pour cela qu'on dit que c'est complexe. Mais l'enjeu du travail qui nous occupe n'est pas le répertoire des coups, des blessés et des tués. Il a à voir avec le « vivre ensemble », très quotidien. Ainsi se passe-t-il parfois de toutes petites choses, des incivilités, sans aucune importance sur une échelle de gravité, mais qui peuvent terriblement pourrir la vie, surtout des plus faibles. A dessin, un exemple apparemment dérisoire : tous les escalators du métro bruxellois sont équipés d'une manette de sécurité, qui permet de les arrêter. Principe proactif tout à fait acceptable : si quelqu'un tombe, il vaut mieux pouvoir bloquer tout plutôt que risquer des blessures plus grandes. Seulement voilà : la manette est à portée de toutes les mains. Il arrive un âge où on trouve rigolo de bloquer l'escalator, surtout s'il y a des gens qui s'y trouvent nombreux, pour les voir monter à pied, de plus grandes marches que l'escalier normal, en râlant : une « bonne blague ». A l'autre bout de la vie, on rit beaucoup moins ! Le couple avait respectivement 89 et 86 ans. Bloqué avec ses paquets de courses, tout au fond d'une station comptant autant de marches que l'âge du plus jeune d'entre eux, craignant d'être bousculés à l'occasion d'un chahut de grands adolescents bruyants qui les dépassent tous d'une tête au moins, rétifs à se faire porter des sacs, de peur que l'aidant s'enfuit à grandes enjambées. Accompagner ces personnes, c'est entendre une longue plainte, contre « les jeunes », contre une communauté, contre l'incapacité à éduquer, les pouvoirs « qui ne font rien ». Ces personnes sont prisonnières de leur quartier : elles n'ont pas le choix du déménagement ;

il ne leur reste plus qu'à maudire les autres, pour cacher qu'elles maudissent leur propre vieillesse, la modestie de leurs revenus, d'être ce qu'elles sont. Ce blocage volontaire d'escalators, c'est un incident qui, à certains endroits et surtout aux époques de congés scolaires, se reproduit jour après jour. Jour après jour ! On voit bien l'ampleur de la difficulté à traiter : il n'y a aucune raison d'envoyer des gamins en prison sur une bêtise pareille ; il est ridicule de déployer des bataillons de policiers ; en attendant, ça pourrit la vie de nombreuses autres personnes, particulièrement fragiles. Pourtant, sans supprimer le problème, il y aurait moyen de l'atténuer très fortement : il suffirait de remettre du personnel permanent de la STIB dans toutes les stations, qui aurait aussi comme mission d'y circuler, et de remettre en route les appareils. Avec ce commentaire, on le voit : le sujet est aussi celui du service public. Service public dégradé, absence d'investissements des pouvoirs publics = vie moins bonne, cohabitations plus difficiles.

**« Il faut mettre en évidence le rôle du contexte »**

C'est tellement vrai ! Tant de personnes sont dans des conditions indignes ! Tant de personnes ont faim ! Tant ont froid ! Tellement ont l'horizon totalement bouché ! C'est à se demander pourquoi autant de résignation, pourquoi pas plus de violences ? L'anomalie ne serait-elle pas le haut taux de sécurité dans lequel nous avons à nous mouvoir, comparativement à l'ampleur des misères ? Raisonner ainsi, c'est dire deux choses à la fois : 1) *le contexte explique énormément* ; sans pour autant justifier tout, il offre bien des « circonstances atténuantes » ; travailler sur le contexte, ce sera beaucoup aider ; 2) *pour autant, le contexte n'explique pas tout* : on voit bien qu'en réalité on ne peut pas expliquer les incivilités et la délinquance par un facteur, la « pauvreté ». Au moins voit-on bien qu'il n'y a aucune relation automatique « pauvre = délinquant ». D'évidence, la pauvreté ne crée pas une « classe dangereuse ». Surtout, ne pas se tromper : il n'y a pas de « naturalisation » à faire (la délinquance qui serait consubstantielle à tel type de jeunes, ou tel type de communauté) !

***Dans la foulée : « Attention, risques de stigmatisations ! De jeunes. De certaines communautés. Parfois des deux. En aucun cas, la stigmatisation sera contribution positive à un mieux vivre ensemble »***

C'est tellement juste ! La remarque doit être prise avec le plus grand sérieux. Car le risque est réel. D'autant, est-il besoin de le dire ? qu'une large part des souffrances actuelles s'origine dans ces stigmatisations, et le « délit de sale gueule », ou tout au moins le « délit de gueule non conforme ». Etre agressé, ou être suspect, contrôlé, simplement parce qu'on est ce qu'on est, est d'une violence inouïe. A fortiori quand cela se reproduit jour après jour. Jour après jour !

***« Il ne faut pas confondre insécurité et sentiment d'insécurité. C'est surtout le sentiment d'insécurité qui croît, en déconnexion avec une base objective de problèmes réels »***

Cette appréciation est plus discutable. Ne serait-ce que parce que, quand bien même l'insécurité objective diminuerait, le fait lourd du sentiment d'insécurité ne fait pas pour autant une société heureuse. Il y a deux ans, la Fondation Roi Baudouin a mené un travail, qui n'a pas mélangé les deux notions : elle s'est mise à l'écoute du sentiment d'insécurité, en organisant un grand nombre de tables rondes durant lesquelles des personnes de tous les milieux et de toutes les situations ont pu s'exprimer, et parfois être confrontées entre elles. La lecture du long compte-rendu qui en est fait montre bien l'aspect systémique du problème : les peurs des uns rétroagissent sur les peurs des autres, en des boucles apparemment sans fin<sup>2</sup>. Des gens expriment leur peur de circuler dans des quartiers « jeunes ». Outre que l'immense majorité des jeunes qui font peur est en réalité extrêmement paisible, et ne se livre qu'occasionnellement à des actes qui relèvent plus du chahut adolescent que de la délinquance (on admet bien les guindailles des jeunes aux études, pourquoi pas les chahuts des jeunes sans emploi ?), le rapport montre que ces jeunes ont peur, eux-aussi, et sont demandeurs : peur de l'avenir, peur de l'image que les autres ont d'eux, demandeurs de

« respect », que l'on reconnaisse qu'ils « valent » quelque chose.

La grande difficulté est sans doute que la perception que peuvent avoir les uns et les autres sera fortement influencée selon le caractère, le moment de la vie, l'endroit où l'on habite, la manière dont on habite, et le fait d'avoir été ou non personnellement victime. Ainsi ne fait-il guère de doute que les vécus sont différents selon qu'on vit dans une tour à Droixhe, le village de Treignes, une confortable banlieue riche, ou le quartier de « La Roue » à Anderlecht. Mais surtout une chose est claire : l'insécurité n'est pas pour tout le monde qu'une pure virtualité : celui qui se retrouve jeté à terre, par deux ou trois petites frappes, qui voit ou sent la lame du cran d'arrêt, il est peu probable qu'il soit réellement consolé d'entendre un type de gauche venant à passer par là lui crier de loin « Pense au contexte ! » ou « L'insécurité n'existe pas ; il n'y a que sentiment », et ceci même c'est crié depuis le trottoir de gauche !

Peut-être la base matérielle de l'insécurité est-elle modeste, elle n'en est pas moins réelle. Pour défendre la légitimité de son traitement, une comparaison, avec une situation qui nous est culturellement plus habituelle : le pouvoir d'achat. Au moment de la sortie du rapport 2007 de la Banque Nationale de Belgique, son Gouverneur se répandait en commentaires expliquant que le pouvoir d'achat des Belges avait augmenté ! C'est vraisemblablement juste d'un point de vue macro-économique. De là à dire qu'il n'y a qu'un « sentiment » de baisse du pouvoir d'achat, c'est un raisonnement que ne pourront suivre qu'avec difficulté tous ceux qui, comme nous, se mettent à l'écoute et aux côtés des allocataires sociaux, des salariés petits et moyens !

Et puis, soyons francs : on n'oublie pas de bien fermer les voitures, on n'est pas spécialement choqué que les bureaux soient gardés la nuit par des sociétés privées, qui ne s'est inquiété d'un retour trop tardif d'un de ses adolescents ? Quand on veut bien écouter, des personnes expriment leurs peurs de quitter leur domicile après 19h, leurs angoisses à utiliser certaines lignes de train, les détours qu'ils font parfois, simplement pour rester en des lieux éclairés.

## B

**CIRCONSCRIRE**

Le répertoire des mises en garde ne suffit pas. Car, ainsi posé, le sujet reste gigantesque. Pour atteindre une certaine efficacité dans la réflexion, il faut circonscrire, être plus précis à propos de ce dont on parle exactement. Ainsi écartons-nous les questions liées au terrorisme et au grand banditisme : la probabilité d'en être directement victime est extrêmement faible. Certes, la lutte contre ces dangers porte en elle de réelles menaces contre les libertés individuelles et collectives (avec, y compris, la criminalisation d'actions citoyennes ou syndicales). Mais ce dont nous voulons traiter aujourd'hui, ce sont les enjeux du « mieux vivre ensemble ».

## C

**LA SITUATION DES INTERVENANTS**

Intervenir sur le terrain c'est d'abord se trouver au coeur d'un maelstrôm, tiraillé entre les injonctions contradictoires : le désir d'entendre les messages « macro » que délivre la sociologie *versus* les plaintes « micro » qu'il faut savoir entendre sans les dénigrer ; les injonctions de responsabilisation (« aide-toi d'abord, pour que le ciel puisse t'aider ensuite ») et d'efficacité (« faites du résultat ») *versus* le devoir d'aide des personnes telles qu'elles sont, là où elles en sont ; la révolte contre les situations de grande pauvreté et le désir d'aide *versus* le refus obstiné de tel sans-abri de se faire accompagner ; notre désir de représentation d'un monde composé exclusivement de victimes innocentes *versus* des obligations de faire intervenir la police dans des opérations clairement répressives. Un exemple pour illustrer notre malaise sur ce dernier point. Une petite plaine de jeu dans un quartier très populaire, où très nombreux sont les enfants qui ne partent nulle part pendant les vacances. Une association mobilise des éducateurs pour accompagner ces 120 à 150 enfants, dans la

tranche d'âge 7 – 12 ans, qui y viennent occuper toutes leurs journées de congés. Très bien. Jusqu'au jour où les dealers d'héroïne font de la plaine leur lieu de rendez-vous et de commerce. Les éducateurs sont des gênes au business. Ils font l'objet de menaces, et pas par des enfants de coeur ! Après un temps de résistance, des alertes auprès de la police qui leur semblent sans effet, terrorisés ou découragés, ils remettent leur démission collective : ils n'en peuvent plus, ils en sont à préférer renoncer à leur emploi et leur salaire ! L'association ne sait plus intervenir sur la plaine. Les enfants ne sont plus qu'en contact avec les héroïnomanes et les dealers. Les héroïnomanes sont des victimes, c'est évident. Les dealers c'est moins clair, mais admettons qu'ils sont eux-aussi involontairement tenus par des réseaux. Bref, une belle histoire vécue dans laquelle il n'y a que des victimes ! Qui peut prétendre qu'une intervention policière répressive n'est pas nécessaire, pour préserver le plus important : un espace de jeux sécurisés et encadrés pour des enfants qui n'ont rien d'autre pour leurs vacances ? Cette intervention est survenue, un midi du début du mois d'août après que les enfants aient pu assister à un spectacle hautement éducatif : une mort par overdose en direct. Ne vous inquiétez pas pour les dealers et les héroïnomanes : ils se sont déplacés de 300 mètres. Trouver son chemin au milieu d'un tel bazar, c'est vraiment pas gagné ! Or, comme militants, ou professionnels (éducateurs de rue, infirmiers sociaux, policiers, travailleurs sociaux), nous avons vocation à intervenir dans ce « mieux vivre ensemble ».

Nous espérons avoir montré la légitimité pour la gauche d'aborder frontalement la question de l'insécurité. Une prochaine analyse se consacrera à son approche multidimensionnelle. Elle aura notamment comme question conductrice : *comment introduire du collectif dans tout cela ?* Car, si la logique de l'éducation permanente consiste d'abord à écouter ce qu'expriment les personnes, en aucun cas elle ne se limite à ce qui, en définitive, ne serait qu'une posture compassionnelle ! S'y limiter, c'est ce que fait le « libéralisme social ». Certes, c'est déjà un peu plus moral que le libéralisme pur et dur, mais quand même : nous avons d'autres ambitions,

d'autres objectifs ! L'identification de besoins doit s'accompagner de réponses collectives. Où sont les marges ? Surtout : comment faire pour bien faire ? Car il ne faut pas s'y tromper : des réponses collectives, il y en a déjà, mais qui ne ressemblent pas vraiment à ce qu'on voudrait : les comités

citoyens d'autodéfense, ou les réseaux de vigilance que des voisins organisent entre eux, il n'est pas dit que cela a à voir avec nos utopies, même s'il y a du collectif !

**Pierre GEORIS**

## Notes

1. Semaine Sociale Wallonie-Bruxelles du Mouvement Ouvrier Chrétien. Organisation : FTU. Thème 2008 : « Travailler à l'être ensemble. L'aujourd'hui de l'intervenant social ».
2. FONDATION ROI BAUDOIN : « A l'écoute du sentiment d'insécurité. Rapport général sur le sentiment d'insécurité », Bruxelles, 2006. Avec des contributions de FRANSSEN A (FUSL), MEERT H (KUL), PETRE B (Synergie et Actions), PONSAERS P (UGent), VRANCKEN D (ULg) et WOUTERS A (Whole Systems).  
Disponible gratuitement, sur demande au Centre de contact de la Fondation Roi Baudouin 070/233.728, ou par téléchargement via <http://www.kbs-frb.be>

## Pour creuser, une bibliographie :

BAUMAN Z : « Le présent liquide. Peurs sociales et obsession sécuritaire », Paris, Seuil, 2007.

DIGNEFFE F, KAMINSKI D, CARTUYVELS Y, VAN CAMPENHOUDT L, MARY P et REA A : « Réponses à l'insécurité : des discours aux pratiques », Bruxelles, Labor, 2000.

FONDATION ROI BAUDOIN : « A l'écoute du sentiment d'insécurité. Rapport général sur le sentiment d'insécurité », Bruxelles, 2006. Avec des contributions de FRANSSEN A (FUSL), MEERT H (KUL), PETRE B (Synergie et Actions), PONSAERS P (UGent), VRANCKEN D (ULg) et WOUTERS A (Whole Systems).

Disponible gratuitement, sur demande au Centre de contact de la Fondation Roi Baudouin 070/233.728, ou par téléchargement via <http://www.kbs-frb.be>.

FRANSSEN A, avec la collaboration de CARTUYVELS Y, De CONINCK F : « L'aide à la jeunesse à l'épreuve de la déjudiciarisation », Bruxelles, Jeunesse et Droit, 2003.

FRANSSEN A et HARDY P : « Eduquer face à la violence. L'école : du malaise au projet », Bruxelles-Lyon, Editions Vie Ouvrière – Chroniques sociales, 2000.

JAMOULLE P : « Des hommes sur le fil. La construction de l'identité masculine en milieux précaires », La Découverte, Paris, 2005.

WIEVIORKA M : « Violences en France », Seuil, Paris, 1999.



**AVEC LE SOUTIEN DU MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE,  
SERVICE DE L'ÉDUCATION PERMANENTE**